



Compte rendu de

Alberto MAGNAGHI

La biorégion urbaine, petit traité sur le territoire bien commun

Paris, Association culturelle Eterotopia France, 2014, 174 p.

Traduit de l'italien par Emmanuelle Bonneau

Courriel : rhizome(at)eterotopiafrance(point)com

Alberto Magnaghi, né en 1941, architecte et urbaniste, est professeur émérite à l'Université de Florence, où il dirige le Laboratoire du plan d'habitat écologique (Laboratorio di progettazione ecologica degli insediamenti, LAPEI). Fondateur de l'école territorialiste italienne, il est président de la Société des territorialistes (Società dei territorialisti), qui est une association transdisciplinaire. Il a écrit de nombreux ouvrages, parmi lesquels on pouvait déjà lire en français *Le projet local*, Liège, Mardaga, 2003, que l'éditeur présente en ces termes sur Internet :

« Ce livre réarticule la question locale par rapport à la problématique du développement durable, en associant étroitement la théorie et l'expérience concrète. Sur fond de mondialisation et à rebours des idées reçues, le lecteur est initié aux concepts de patrimoine territorial et d'auto développement local durable ; il découvre l'épaisseur sémantique de l'aménagement du territoire à travers ses dimensions politique, anthropologique, écologique... en même temps qu'une vision concrète de l'utopie.

L'auteur, Alberto Magnaghi, est à la fois un universitaire (Milan et Florence), un militant politique et un homme de terrain. Né en 1941, sa pensée a formé une génération de chercheurs et d'aménageurs. Il est considéré comme le fondateur de l'école territorialiste italienne. Depuis 2003, Alberto Magnaghi est également président du réseau "Rete del Nuovo Municipio" [Réseau de la

nouvelle commune], fédérant des administrations locales (italiennes et internationales), des représentants du monde associatif et des chercheurs autour de la problématique de la démocratie participative et des nouvelles formes de citoyenneté. La "Charte de la nouvelle municipalité" a été présentée en 2002 à Porto Alegre puis au Forum Social Européen de Florence.

Le développement économique conventionnel, perçu au travers de la seule croissance du PIB - indicateur pour le moins équivoque et de plus en plus contesté -, souffre d'un mal profond et rédhibitoire : il est déterritorialisé. Plus précisément, les lieux où les lois (*nomos* en latin [non, en grec ; en latin, c'est *lex*, pl. *leges*]) d'établissement des hommes dans un milieu (*oikos*, la maison en grec), celles qui définissent notre « éco-nomie » (*oikos-nomos*) donc, ne sont plus décidés par les habitants d'un territoire. Ils ne sont plus au centre de cette économie, ils en sont la périphérie, hommes, femmes, enfants et espaces, exploités selon des impératifs pensés par d'autres, ailleurs : dans un chef-lieu, une préfecture, une capitale, voire depuis des organisations internationales.

Alberto Magnaghi déconstruit ce processus de déterritorialisation qui organise l'uniformisation des modes de vie et l'interdépendance économique généralisée. C'est un processus générateur de « nouvelles pauvretés » qui « tiennent globalement à la réduction de la valeur d'usage des biens existants sur le marché, en raison de leurs incidences négatives sur la santé ainsi que la qualité de vie et de l'environnement ». Ces pauvretés ne sont pas les pauvretés extrêmes de l'exclusion de l'économique. Bien au contraire, elles résultent de « la dégradation générale de la qualité de vie sur un territoire », elles « touchent désormais la grande majorité de la population mondiale, y compris celle des métropoles des pays développés ».

Le développement local est ensuite revisité comme alternative au processus de déterritorialisation. C'est là, d'après l'auteur, qu'on trouvera les ressorts d'une économie à inventer. L'auteur propose une « approche territorialiste : pour un développement local auto-soutenable » (théorie), articulée à des « visions (pour) un scénario stratégique » (programmes). L'implication citoyenne - notamment des plus pauvres qu'il redéfinit -, en est la clé de voûte. La reprise en mains de leur espace de vie par les habitants en constitue le projet politique. L'enjeu ? Remplacer « les contraintes exogènes par des règles d'auto-gouvernement, concertées et fondées sur l'intérêt commun » ; ce qu'il appelle la « soutenabilité politique ». Ces « soutenabilités » sont pour lui les « conditions nécessaires à une transformation des styles de vie, de consommation et de production » (soutenabilité économique).

La perspective : un ou des nouveau(x) « pacte(s) entre les acteurs locaux » pour « la valorisation du patrimoine et la sauvegarde de l'environnement (soutenabilité environnementale) » qui garantissent le renouvellement « des caractéristiques territoriales (soutenabilité territoriale) ». Ce « projet local » n'est cependant pas du localisme. C'est au contraire une mondialisation qui se fonde sur des « solidarités inter-locales », des liaisons souples et non hiérarchiques entre des styles de vie soutenables ici et ailleurs. La géographie planétaire du professeur militant est plus proche d'un patchwork, d'une « multiplicité de styles de développements », que du paysage lisse et homogène de l'actuelle globalisation libérale. C'est une « globalisation par le bas » qui garantira « le respect des besoins des acteurs les plus faibles » (soutenabilité sociale). »

Le présent ouvrage – *La biorégion urbaine* – reprend, en les réaménageant quelque peu, des textes parus en italien : « Il progetto della bioregione urbana. Regole statutarie e elementi costruttivi », dans A. MAGNAGHI (dir.) *La regola e il progetto : un approccio bioregionalista alla pianificazione territoriale*, Florence, Firenze University Press,

2014 ; A. MAGNAGHI (dir.) *Il territorio bene comune*, Florence, Firenze University Press, 2012 ; A. MAGNAGHI, *Reterritorializzare il mondo*, dans *Ritorno alla Terra*, numéro spécial de *Scienze del territorio. Rivista della Società dei territorialisti*, Florence, Firenze University Press.

Avec certaines accentuations et des mises à jour, l'on retrouve ici les grands thèmes du *Projet local*, que l'auteur soutient dans un combat de longue haleine. Ce contre quoi il se bat se définit sur deux fronts (p. 17-19) :

« *Sur le premier front*, différents facteurs concourent historiquement à la liquidation des biens communs depuis l'enclosure des *commons* qui se poursuit avec la privatisation progressive des *usages civiques* et avec la *marchandisation* et la *privatisation* de nombreux biens et services publics (comme l'eau, l'électricité, les transports, etc.). Ils transforment le citoyen utilisateur d'un service en *client* d'une marchandise sur le marché, les entreprises de production et de gestion des marchandises-services en *multinationales* en éloignant de plus en plus les centres de décision de la portée du citoyen (de la mairie aux grands *multiutilities*) et les sources d'énergie des lieux d'approvisionnement par des grandes infrastructures de transport sur de longues distances.

Le territoire local n'est plus connu, ni interprété ou mis en scène par les habitants comme un bien commun producteur des éléments de reproduction de la *vie biologique* (eau, sources, rivières, air, terre, nourriture, feu, énergie) ou *sociale* (relations de voisinage, conviviales, communautaires, symboliques). En ultime analyse, la *dissolution* des lieux, et de leur devenir, dans le cadre d'un processus général de déterritorialisation de la vie, produit une perte totale de *souveraineté* pour les individus comme pour les communautés locales et aussi bien du point de vue des formes matérielles, sociales, culturelles que symboliques de leur existence. L'agora et la politique s'envolent vertigineusement loin de la vie quotidienne. Elles agissent dans un hyperespace de plus en plus inaccessible globalisé, fortifié, déguisé en illusion de démocratie télématique. D'un autre côté, les formes de direction du travail, de décisions sur les consommations, sur les informations, sur les formes de la reproduction de la vie, ne sont plus reconnaissables.

Sur le second front : la notion de territoire considéré comme bien commun a été reléguée par la civilisation contemporaine à quelques aires territoriales limitées : les aires naturelles protégées, les biens culturels et paysagers, ce qui a produit un *système dual* d'utilisation du territoire. D'un côté, la plus grande partie de sa surface est traitée, avec les règles de l'économie, comme un support aux établissements humains et n'est pas considérée comme un patrimoine. De l'autre, les espaces protégés de nature et d'histoire (patrimoine culturel et paysager) doivent être préservés des règles du développement » .

Contre cette tendance, Magnaghi préconise un « retour au territoire », qu'il décline à travers une série de concepts, de moyens et d'objectifs : le territoire comme bien commun, la reterritorialisation, la conscience du lieu, l'auto-gouvernement du territoire, la biorégion comme instrument interprétatif et projectuel du retour à la terre, les cultures et les savoirs du territoire et du paysage comme « fondations cognitives de la biorégion », des centralités urbaines polycentriques, des systèmes productifs locaux valorisant le patrimoine de la biorégion, la valorisation des ressources énergétiques locales pour l'autoproduction de la biorégion, des « pactes ville-campagne » jouant sur la multifonctionnalité agro-forestière, un fédéralisme

participatif » auto-centrant le gouvernement et la production sociale, la « production sociale du paysage », une recomposition des savoirs visant l'autosoutenabilité de la biorégion...

La grande majorité des exemples donnés sont pris dans la région où travaille principalement l'auteur, c'est-à-dire la Toscane. C'est à la fois un point faible et un point fort. Faible, parce que ces exemples sont forcément éloignés du lecteur français moyen, qui finit par en retirer l'impression d'une litanie de bonnes intentions dont il aimerait bien avoir une démonstration plus construite ; fort, parce qu'à l'évidence, ces exemples reposent sur des actions concrètes, d'ailleurs accompagnée d'une fort intéressante cartographie (à laquelle, malheureusement, l'édition de ce petit livre ne rend pas justice, par le rapetissement et la réduction au noir et blanc ; seule la couverture, en couleur et à plus grande échelle, nous en donne à peu près idée).

Par ce côté concret, la reterritorialisation dont Magnaghi est non seulement le chantre, mais un protagoniste actif et reconnu, apparaît à maints égards comme une sorte de mise en œuvre de ce que la mésologie implique de son côté sur un plan plus théorique, ontologique et épistémologique. Du reste, Magnaghi utilise à l'occasion certains concepts de la mésologie, comme la médiance. La fécondation mutuelle des deux approches apparaît éminemment souhaitable, si nous voulons redresser la barre avant le point de non-retour. Illustrer cette rencontre pourrait justement être le point fort du colloque « Retour des territoires, renouveau de la mésologie » qui aura lieu à Corte en mars 2015.

Augustin Berque
Palaiseau, 4 juin 2014